

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204671]

26 JUIN 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code de la Fonction publique wallonne relatives à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans des agents des services du Gouvernement wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 15 novembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 novembre 2013;

Vu le protocole n° 626 du Comité de secteur n° XVI, établi le 12 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre des Pensions, donné le 9 mai 2014;

Vu l'accord du Ministre fédéral de la Fonction publique, donné le 5 juin 2014;

Vu l'avis 54.980/2 du Conseil d'Etat donné le 29 janvier 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public, les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé de la section 3, chapitre XIV, livre III, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne est remplacé par ce qui suit : « Section 3. — La semaine de quatre jours ».

Art. 2. L'article 462 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 462. § 1^{er}. L'agent occupé à temps plein peut faire choix, pour une période ininterrompue d'au moins un an, du régime de travail de la semaine de quatre jours dans lequel il fournit sur quatre jours ouvrables par semaine quatre cinquièmes des prestations qui lui sont normalement imposées.

§ 2. L'agent âgé de moins de cinquante-cinq ans peut faire usage du régime de la semaine de quatre jours visé au paragraphe 1^{er} pour une période maximale de soixante mois.

§ 3. Pour l'application du présent paragraphe, on entend par métier lourd, un métier visé à l'article 4, § 3, alinéas 2 et 3, de la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans dans le secteur public.

L'agent qui a atteint l'âge de cinquante ans peut faire usage du régime de la semaine de quatre jours visé au paragraphe 1^{er} jusqu'à la date de sa retraite anticipée ou non, lorsqu'il satisfait, à la date de début de ce congé, à l'une des conditions suivantes :

1^o avoir une ancienneté de service d'au moins vingt-huit ans;

2^o antérieurement au régime de la semaine de quatre jours, avoir effectué un métier lourd pendant au moins cinq ans durant les dix années précédentes ou pendant au moins sept ans durant les quinze années précédentes.

§ 4. L'agent qui a atteint l'âge de cinquante-cinq ans peut faire usage du régime de la semaine de quatre jours visé au paragraphe 1^{er} jusqu'à la date de sa retraite anticipée ou non. ».

Art. 3. L'article 464 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est complété par un 9^o, rédigé comme suit :

« 9^o un congé pour prestations réduites pour raisons médicales visé aux articles 414 à 418. ».

Art. 4. Dans l'article 465 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « le complément de traitement est multiplié » sont remplacés par les mots « la prime est multipliée ».

Art. 5. L'article 466 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 466. L'agent qui fait usage du droit visé à l'article 462 reçoit quatre-vingts pour cent de son traitement, augmenté d'une prime de 70,14 euros par mois. Ce montant est lié à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Sans préjudice de l'article 465, lorsque les quatre-vingts pour cent du traitement ne sont pas entièrement payés, la prime visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas entièrement payée, dans la même proportion. ».

Art. 6. L'intitulé de la section 4, chapitre XIV, livre III, du même arrêté, modifié par l'arrêté du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit : « Section 4. — Travail à mi-temps à partir de cinquante ou de cinquante-cinq ans ».

Art. 7. L'article 469 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 27 mars 2009, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« L'agent a le droit, à partir de cinquante ans, de travailler à mi-temps jusqu'à la date de sa mise à la retraite anticipée ou pour limite d'âge lorsque celui-ci, à la date de début de ce congé, satisfait de manière cumulative aux conditions suivantes :

1^o avoir antérieurement effectué un métier lourd pendant au moins cinq ans durant les dix années précédentes ou pendant au moins sept ans durant les quinze années précédentes;

2^o ce métier lourd figure sur la liste des métiers pour lesquels il existe une pénurie significative de main-d'œuvre, établie en application de l'article 8bis, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations.

Pour l'application de l'alinéa 2, on entend par métier lourd le métier lourd tel que défini à l'article 4, § 3, alinéas 2 et 3, de la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans dans le secteur public. ».

Art. 8. Dans l'article 503 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 26 mai 2011, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La durée maximale de soixante mois prévue à l'article 462, § 2, du présent arrêté, est diminuée des périodes de la semaine volontaire de quatre jours prises à partir du 1^{er} septembre 2012.

Le régime de la semaine volontaire de quatre jours, en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, est limité à 60 mois à compter du 1^{er} septembre 2012. ».

Art. 9. A l'article 12bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, inséré par l'arrêté du Gouvernement du wallon du 27 mars 2009, le 19° est remplacé par ce qui suit :

« 19° la semaine de quatre jours visée aux articles 462, § 1^{er} et 2, 463, 464, 465, 466, 467 et 468. ».

Art. 10. L'article 486, 4°, de l'arrêté du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, introduit par l'arrêté du 3 mai 2007, produit ses effets le 1^{er} janvier 2004.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Art. 12. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 26 juin 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/204671]

26. JUNI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes in Bezug auf die Viertagewoche und die Halbzeitbeschäftigung ab fünfzig oder fünfundfünfzig Jahren der Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des am 15. November 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 22. November 2013 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 28. November 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 12. Dezember 2013 aufgestellten Protokolls Nr. 626 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 9. Mai 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers der Pensionen;

Aufgrund des am 5. Juni 2014 gegebenen Einverständnisses des föderalen Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 29. Januar 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 54.980/2 des Staatsrates;

In Erwägung des Gesetzes vom 19. Juli 2012 über die Viertagewoche und die Halbzeitbeschäftigung ab 50 oder 55 Jahren im öffentlichen Sektor, Artikel 3, 4, 5, 6, 7, 8;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Titel von Abschnitt 3, Kapitel XIV, Buch III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes wird durch Folgendes ersetzt: "Abschnitt 3 — Die Viertagewoche".

Art. 2 - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 abgeänderte Artikel 462 wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 462 - § 1. Der vollzeitbeschäftigte Bedienstete kann sich für einen ununterbrochenen Zeitraum von mindestens einem Jahr für die Arbeitsregelung der Viertagewoche entscheiden, im Laufe deren er an vier Werktagen die vier Fünftel der ihm normalerweise auferlegten Leistungen erbringt.

§ 2. Der Bedienstete, der jünger als fünfundfünfzig Jahre ist, kann die in Paragraph 1 erwähnte Arbeitsregelung der Viertagewoche während eines Zeitraums von höchstens sechzig Monaten in Anspruch nehmen.

§ 3. Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen gilt als schwerer Beruf der in Artikel 4, § 3, Absatz 2 und 3 des Gesetzes vom 19. Juli 2012 über die Viertagewoche und die Halbzeitbeschäftigung ab 50 oder 55 Jahren im öffentlichen Sektor erwähnte Beruf.

Der Bedienstete, der das Alter von fünfzig Jahren erreicht hat, kann bis zum Datum seiner Versetzung in den Ruhestand - ob diese Versetzung in den Ruhestand vorzeitig ist oder nicht - die in Paragraph 1 erwähnte Viertagewoche in Anspruch nehmen, wenn er am Datum des Beginns dieses Urlaubs eine der folgenden Bedingungen erfüllt:

1° ein allgemeines Dienstalder von mindestens achtundzwanzig Jahren haben;

2° oder vor der Viertagewocheregelung während der vorhergehenden zehn Jahre mindestens fünf Jahre lang oder während der vorhergehenden fünfzehn Jahre mindestens sieben Jahre lang einen schweren Beruf ausgeübt haben.

§ 4. Der Bedienstete, der das Alter von fünfundfünfzig Jahren erreicht hat, kann bis zum Datum seiner Versetzung in den Ruhestand - ob diese Versetzung in den Ruhestand vorzeitig ist oder nicht - die in Paragraph 1 erwähnte Viertagewoche in Anspruch nehmen.

Art. 3 - Artikel 464 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird durch einen Punkt 9° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"9° einen in den Artikeln 414 bis 418 erwähnten Urlaub wegen verkürzter Leistungen aus medizinischen Gründen."

Art. 4 - In Artikel 465 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. September 2009 wird der Wortlaut "wird die Gehaltsergänzung mit einem Bruch multipliziert" durch den Wortlaut "wird die Prämie mit einem Bruch multipliziert" ersetzt.

Art. 5 - Artikel 466 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 466 - Der Bedienstete, die von dem in Artikel 462 erwähnten Recht Gebrauch machen, erhält achtzig Prozent des Gehalts, zuzüglich einer Prämie von 70,14 EUR pro Monat. Dieser Betrag ist an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Unbeschadet von Artikel 465 falls die achtzig Prozent des Gehalts nicht ganz gezahlt werden, wird die in Absatz 1 erwähnte Prämie proportional reduziert."

Art. 6 - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 abgeänderte Titel von Abschnitt 4, Kapitel XIV, Buch III desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt: "Abschnitt 4 - Halbzeitbeschäftigung ab fünfzig oder fünfundfünfzig Jahren".

Art. 7 - Artikel 469 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Ab dem Alter von fünfzig Jahren hat der Bedienstete das Recht, bis zum Datum seiner Versetzung in den Ruhestand - ob diese Versetzung in den Ruhestand vorzeitig ist oder durch das Erreichen der Altersgrenze bedingt ist - sein Amt im Rahmen einer Halbzeitbeschäftigung auszuüben, wenn am Datum des Beginns dieses Urlaubs folgende Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind:

1° Zu einem früheren Zeitpunkt während der vorhergehenden zehn Jahre mindestens fünf Jahre lang oder während der vorhergehenden fünfzehn Jahre mindestens sieben Jahre lang einen schweren Beruf ausgeübt haben;

2° Dieser schwere Beruf steht auf der Liste der Berufe, für die ein signifikanter Mangel an Arbeitskräften besteht, erstellt in Anwendung von Artikel 8bis, § 1 des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 1999 über die Unterbrechung der Berufslaufbahn des Personals der Verwaltungen.

Für die Anwendung von Absatz 2 gilt als schwerer Beruf der in Artikel 4, § 3, Absatz 2 und 3 des Gesetzes vom 19. Juli 2012 über die Viertageweche und die Halbzeitbeschäftigung ab 50 oder 55 Jahren im öffentlichen Sektor erwähnte schwere Beruf."

Art. 8 - In Artikel 503 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2011 wird der Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Die in Artikel 462, § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnte Höchstdauer von sechzig Monaten wird um die Zeiträume verringert, in denen die freiwillige Viertageweche ab dem 1. September 2012 in Anspruch genommen worden ist.

Die Arbeitsregelung der freiwilligen Viertageweche, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in Kraft war, wird ab dem 1. September 2012 auf sechzig Monate begrenzt."

Art. 9 - In Art. 12bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird Punkt 19° durch Folgendes ersetzt:

"19° die in den Artikeln 462, § 1 und 2, 463, 464, 465, 466, 467 und 468 erwähnte Viertageweche."

Art. 10 - Artikel 486, 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, eingefügt durch den Erlass vom 3. Mai 2007, wird am 1. Januar 2004 wirksam.

Art. 11 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2014 wirksam.

Art. 12 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Namur, den 26. Juni 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/204671]

26 JUNI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van de Waalse Ambtenarencode betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar van de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 15 november 2013;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 november 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 november 2013;

Gelet op protocol nr. 626 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 12 december 2013;

Gelet op de instemming van de Minister der Pensioenen, gegeven op 9 mei 2014;

Gelet op de instemming van de Federale minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 juni 2014;

Gelet op het advies 54.980/2, van de Raad van State, gegeven op 29 januari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector, de artikelen 3, 4, 5, 6, 7, 8;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van afdeling 3, hoofdstuk XIV, boek III, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wordt vervangen als volgt : "Afdeling 3. — Vierdagenweek".

Art. 2. Artikel 462 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 27 maart 2009, wordt vervangen als volgt :

"Art. 462. § 1. De ambtenaar die voltijds werkt kan kiezen voor een ononderbroken periode van minstens één jaar met de arbeidsregeling van de vierdagenweek waarin hij over vier werkdagen per week vier vijfde van de prestaties die hem normaal zijn opgelegd, levert.

§ 2. De ambtenaar jonger dan 55 jaar kan gebruik maken van de vierdagenweekregeling, bedoeld in paragraaf 1, voor een maximumperiode van 60 maanden.

§ 3. Voor de toepassing van deze paragraaf wordt verstaan onder zwaar beroep, een beroep bedoeld in artikel 4, § 3, tweede en derde lid, de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar in de openbare sector.

De ambtenaar die de leeftijd van vijftig jaar heeft bereikt, kan gebruik maken van de vierdagenweek, bedoeld in paragraaf 1, tot de datum van de al dan niet vervroegde opruststelling wanneer hij op de begindatum van dit verlof voldoet aan één van de volgende voorwaarden :

1° een dienstanciënniteit van minstens achtentwintig jaar hebben;

2° vóór de vierdagenweekregeling een zwaar beroep hebben uitgeoefend tijdens minstens vijf jaar gedurende de vorige tien jaar of tijdens minstens zeven jaar gedurende de vorige vijftien jaar.

§ 4. De ambtenaar die de leeftijd van vijfenvijftig jaar heeft bereikt, kan gebruik maken van de vierdagenweekregeling, bedoeld in paragraaf 1, tot de datum van zijn al dan niet vervroegde opruststelling."

Art. 3. Artikel 464 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt :

"9° het verlof voor verminderde prestaties om medische redenen bedoeld in de artikelen 414 tot 418."

Art. 4. In artikel 465 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "In dat geval wordt de aanvullende wedde vermenigvuldigd" vervangen door de woorden "In dat geval wordt de premie vermenigvuldigd".

Art. 5. Artikel 466 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt vervangen als volgt :

"Art. 466. De ambtenaar dat gebruik maakt van het recht bedoeld in artikel 462 ontvangt tachtig procent van de wedde, vermeerderd met een premie van 70,14 EUR per maand. Dit bedrag is gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

Onverminderd artikel 465, wanneer tachtig procent van de wedde niet volledig wordt uitbetaald, dan wordt de premie bedoeld in het eerste lid prorata verminderd.

Art. 6. Het opschrift van afdeling 4 hoofdstuk XIV, boek III, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 27 maart 2009, wordt vervangen als volgt : "Afdeling 4. — Halftijds werken vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar".

Art. 7. Artikel 469 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

"De ambtenaar heeft vanaf vijftig jaar het recht om halftijds te werken tot op de datum van zijn vervroegde opruststelling of wegens het bereiken van de leeftijdsgrens wanneer hij op de begindatum van dit verlof cumulatief voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° voordien een zwaar beroep hebben uitgeoefend tijdens minstens vijf jaar gedurende de vorige tien jaar of tijdens minstens zeven jaar gedurende de vorige vijftien jaar;

2° dit zwaar beroep komt voor op de lijst van de beroepen waarvoor een significant tekort aan arbeidskrachten bestaat, opgemaakt in toepassing van artikel 8*bis*, § 1, van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen.

Voor de toepassing van het tweede lid, wordt verstaan onder zwaar beroep, een beroep zoals omschreven in artikel 4, § 3, tweede en derde lid, de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar in de openbare sector."

Art. 8. In artikel 503, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2011, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

"De maximumduur van zestig maanden bedoeld in artikel 462, § 2, van dit besluit, wordt verminderd met de sinds 1 september 2012 opgenomen periodes van vrijwillige vierdagenweek.

Het stelsel van de vrijwillige vierdagenwerkweek dat van kracht is vóór de inwerkingtreding van dit besluit, wordt tot zestig maanden beperkt vanaf 1 september 2012."

Art. 9. In artikel 12*bis* van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke foestand van de contractuele personeelsleden, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt een punt 19° ingevoegd, luidend als volgt :

"19° de vierdagenweek bedoeld in de artikelen 462, § 1 en 2, 463, 464, 465, 466, 467 et 468."

Art. 10. Artikel 486, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, ingevoegd bij besluit van 3 mei 2007, heeft uitwerking op 1 januari 2004.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2014.

Art. 12. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 juni 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET